

ASPAS nature

Passion vs régulation : le confinement va-t-il faire éclater le monde de la chasse ?

Oui, les Français sont en colère depuis que les chasseurs ont obtenu le droit de continuer à tuer des animaux en plein confinement.... Mais il faut savoir que les chasseurs aussi, sont en colère ! Pourquoi ? Parce qu'en réduisant leur passion à de simples missions d'intérêt public, l'État vient de mettre le doigt là où ça fait mal : la chasse de loisir n'est pas utile à la nation !

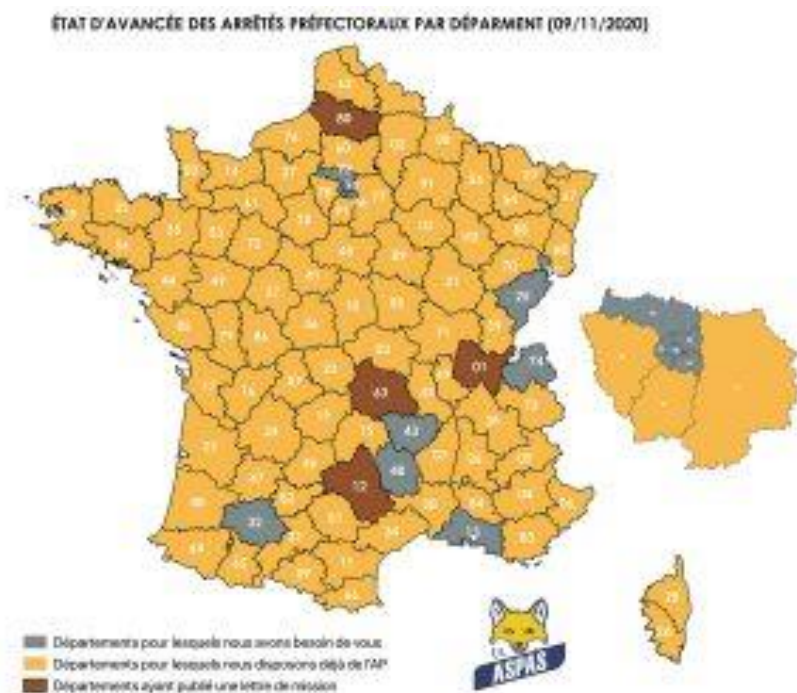


La France est le pays européen où l'on chasse le plus grand nombre d'espèces, principalement pour le loisir. Or, il faut savoir que chez la plupart de nos voisins proches, la chasse est considérée comme une activité beaucoup plus professionnelle : en Allemagne par exemple, les chasseurs sont 4 fois moins nombreux qu'en France, le permis de chasse nécessite 2 ans de préparation et la précision des tirs est prise en compte dans l'épreuve finale (ce qui n'est pas le cas en France...). En Suisse, dans le canton de Genève où la chasse-loisir est bannie depuis presque 50 ans et où la biodiversité se porte très bien, seule une poignée de gardes assure une régulation très restreinte et ciblée sur certaines espèces, pour compenser le manque de grands prédateurs.

Ce que l'État français demande aux chasseurs, avec ce nouveau confinement, c'est donc l'arrêt de la chasse loisir au profit d'une chasse de régulation. Une régulation notamment des sangliers, responsables selon les chiffres fournis par l'OFB de 80% des dégâts agricoles, mais aussi des chevreuils, dont la proportion de dégâts dépasse pourtant à peine les 2%, et les cerfs, accusés de dégâts sur les plantations forestières... Enfin, la « destruction » des espèces considérées comme « nuisibles » pour les activités humaines (renard, martre, fouine, corneille noire, corbeau freux...) est également possible...

A l'ASPAS, nous ne nions pas les problèmes que peuvent poser certains animaux aux activités humaines, mais nous sommes contre une régulation par les fusils et demandons à ce que l'Etat privilégie autant que possible des solutions alternatives à la destruction : pratiques agricoles moins industrielles qui réintègrent un lien fort avec la nature, généralisation des mesures de protection des cultures, création de corridors écologiques pour favoriser le retour naturel des grands prédateurs, etc.

Nous avons déjà maintes fois dénoncé la [gestion calamiteuse](#) des chasseurs concernant l'espèce sanglier et leur rôle de pompier-pyromane, et de certaines pratiques absurdes mais légales en France ([agrainage](#) 12 mois sur 12, importations d'animaux depuis l'étranger, élevages, [parcs et enclos de chasse](#))...



Aussitôt la [circulaire du Ministère publiée](#), les représentants de chasseurs partout en France sont montés au créneau pour tenter de faire reconnaître l'utilité publique de nombreuses autres pratiques de chasses (chasse au lièvre, chasse aux canards, chasse au mouflon...), et obtenir des préfets des arrêtés les plus laxistes possibles... (lire à ce propos notre article « [La liste au Père Noël de Willy et ses amis](#) »)

Mais cela ne s'est pas passé pareil dans tous les départements : [dans les Landes](#) par exemple, la Fédération de chasse a carrément fait du chantage et lancé une pétition signée par près de 3000 chasseurs révoltés ! Leur message pourrait se résumer ainsi : « *on refuse de faire des battues aux grands gibiers tant qu'on ne nous autorisera pas à tirer les oiseaux depuis nos tonnes et nos palombières !* »

Même son de cloche dans le Gers, où au 9 novembre, l'arrêté préfectoral encadrant les « missions de régulation » n'est toujours pas paru, puisque la Fédération de chasse est en « *désaccord total avec les propositions faites par les représentants de l'Etat* »... Là-bas aussi, les « premiers écolos » veulent continuer à canarder les palombes en migration !

La colère ne descend pas chez les chasseurs à la hutte, qui réclament un assouplissement du confinement pour pratiquer leur activité. Ils manifestaient ce samedi à Saint-Valéry.



En haut: 800 chasseurs ce samedi pour affirmer leur colère. (©L'éclaireur)

Quant à la Somme, l'arrêté adopté par Mme la Préfète a provoqué l'ire des chasseurs de gibier d'eau au point qu'ils ont bravé l'interdit du confinement pour s'attouper sur un parking, [samedi 7 novembre à Saint-Valéry-sur-Somme](#), pour revendiquer le droit d'aller « flinguer du canard » et faire reconnaître leur rôle de « sentinelles sanitaires » (!)... Se réunir ainsi à 800 têtes en pleine pandémie du Covid 19, il fallait oser !

Sur les réseaux sociaux des chasseurs, la tension monte, non seulement contre l'État, mais entre chasseurs : les Français ont l'image d'un monde de la chasse uni, avec des pratiquants qui font bloc, mais la réalité est tout autre : jalousies et rivalités n'ont jamais été aussi prégnantes, et cela se répercute directement sur Willy Schraen, leur patron, qui a bien du mal à se positionner dans ce dossier pour représenter l'ensemble de ses troupes en cette période si étrange !

Alors qu'il se félicitait d'avoir négocié la chasse de 500 000 sangliers d'ici le 31 décembre et qu'il fanfaronnait dans les médias sur les indispensables « missions de service public » des chasseurs, Willy Schraen donne un tout autre son de cloche [dans un communiqué](#) du 5 novembre qu'il a signé en tant que président des chasseurs du Pas-de-Calais, très amer envers Béragère Abba : « *En faisant une différence incompréhensible entre petit et grand gibier, la secrétaire d'état veut promouvoir la chasse comme une obligation, et non comme un plaisir qui peut servir l'intérêt général. Il y a donc plusieurs types de chasseurs, les machines et les autres.* »

Critiqué par les siens pour ne pas avoir pu négocier la réouverture de toutes les chasses, Willy cherche à se défaire sur la ministre. Il poursuit ainsi : « *Au-delà de cette nouvelle approche de la chasse sans âme et sans plaisir, le deuxième objectif de notre secrétaire d'état aura bien été de tenter de nous diviser à nouveau.* »

C'est donc clair : pour le patron des chasseurs, la chasse c'est d'abord et surtout la passion de tuer des animaux. La protection de la biodiversité, ou « l'écologie en action » (un slogan mis en avant par certaines Fédérations départementales), ça c'est du verdissement cynégétique pour faire passer leurs sinistres intérêts auprès des décideurs politiques, rien de plus !